La bourgeoisie prépare une “minuit dans le siècle”, – nouvelle mouture

[threecolumns]Chaque jour apporte ses nouvelles alarmantes. Récemment, à peine digéré le message d’un Pays-Bas emporté par le tourbillon qui lui a subitement basculé son trophée grotesque de triple A, – qu’on nous informe que la Grande-Bretagne est officiellement sombrée en récession – la deuxième fois. Puis brusquement, “la crise espagnole donne le vertige à l’Europe”, – titrait l’éditorial du quotidien distingué Le Monde à la veille du 1er mai. Et tout dernièrement, patatras, le peuple grec envoyait au diable le banquier Papadémos placé d’autorité (tout démocratiquement!) à la tête du gouvernement pantin, avec tous ses consorts marionettes. Ces élections grecques constituent ainsi une formidable refus sans appel de l’austérité imposée par l’Europe-avorton bourgeois.

En effet, toute la bourgeoisie dans son ensemble et chacune de ses fractions nationales est aux abois. La crise mondiale, loin d’être terminée, a redoublé ses manifestations douloureuses. Ses profiteurs et, en même temps, victimes bourgeois ont donc multiplié, intensifié et accéléré leurs efforts afin d’en ressortir sains et saufs. Bien évidemment, selon leur nature, à savoir sur le dos des travailleurs. Ils ont donc imposé une politique de rigueur, toute pareille à celle d’une guerre, justement à la Grèce, puis au Portugal, à l’Espagne et à tous les autres.

Après plusieurs plans d’austérité imposés l’un après l’autre en une série accablante et dévastatrice, chacun assorti de l’assurance éhontée et cynique qu’il apportera la solution, la situation des pays, surtout de leur peuple travailleur, s’empire de jour en jour, et leurs dettes infâmes s’accroissent vertigineusement. Justement, à l’envers des promesses fallacieuses. Celui qui les affligent de ces

“sauvetages” dissimulé dans l’anonymat, le capital féroce et ses majordomes patentés assistés par leurs valets campés sans silhouette et sans allure, comme sans élection et sans compétence ni qualification – dans l’obscurité de leur pouvoir autoproclamé qu’ils appellent pompeusement et frauduleusement “Union européenne”.
Leur proconsulats triumvirs, les troïkas – complétés et assistés par le capital mondial – dictent les oukases directement dans nombreux pays, secondés à leur tour par les suppôts locaux inconditionnels. Parmi ces derniers on identifie pas moins de deux vieux routiers de la banque américaine Goldman Sachs connue par sa férocité et ses roueries innombrables, Papadémos le grec et Monti l’italien parachutés, eux aussi sans élection, à la direction des gouvernements fantoches de ces deux pays, à la plus grande gloire de la démocratie, cette profession de foi fourbe et roublarde de toute cette compagnie. Il ne fallait même pas les imposer mais les nommer sans chichis, car les gouvernants sur place accueillaient ces banquiers comme leurs messagers de salut: aussi bien la majorité du Pasok “socialiste” en Grèce, que les bureaucrates des “Euro-communistes” défroqués en Italie. Or, on vient d’annoncer précisément, le renversement retentissant de ce dispositif par le peuple Grec qui a promptement congédié cette coterie.

Résultats sinistres des efforts fiévreux des architectes fourbes de l’Europe

En novembre-décembre 2011, j’ai affirmé dans mon article que les dettes des pays européens se gonflant et s’auto-alimentant démesurément avec la croissance concordante des taux d’intérêt, “… rendent définitivement impossible (leur) remboursement”, et “… la crise s’achemine vers son aggravation prolongée”. Effectivement, les préposés aux affaires publiques de la bourgeoisie et, partant, tous leurs agents subalternes agissaient frénétiquement pour pousser ces peuples – “au bord du gouffre”, selon l’expression non pas d’un adversaire du

système mais bien de l'économiste-professeur Patrick Artus dont l'attachement à ce système ne peut pas être mis en question.
Mesurons la profondeur de ce gouffre. Leur Europe, même sa portion franchement préférée par ses zélateurs, la zone euro, visiblement s'est cassée en deux. Il n'est pas sorcier de découvrir les tensions toujours grossissantes entre les deux tronçons brisés qui s'éloignent, poussées par leur inertie décisive comme les galaxies, On entend déjà les mots peu aimables qui sont jetés réciproquement d'un pays à l'autre, à mesure de cette prise de distance et qui, sans aucun doute, durciront encore plus. Au vu des résultats électoraux grecs, Le Monde effrayé, parle déjà d'un chaos. On verra la suite amplifiée de cette amabilité puisque, dès maintenant, on renvoie le peuple grec, "mal voté…", aux nouvelles élections. Car tournant le dos à la réalité, comme toujours, les démocrates patentée qui siègent à Bruxelles, y voient imperturbablement l'unité européenne et, à coup sûr, plus élargiront les brèches entre les parties disjointes, plus ils s'accrocheront à leur "unité européenne".
Voyons donc cette Grèce. Il n'y a pas longtemps, ensemble avec d'autres, j'ai formulé l'urgente nécessité de répondre par un sursaut des travailleurs européens à l'appel au secours des militants grecs Glezos et Théodorakis. Or, hormis une réponse publique et l'action fraternelle de nombreux syndicalistes et militants britanniques, rien ne s'est passé, On est forcé de constater que, malgré l'annonce officielle et réitérée des états-majors syndicaux d'une initiative européenne, attendue par beaucoup pour le 13 février, à part quelques mouvements locaux, très limités, il n'y avait pas grand'chose. A cause d'un manque évident de volonté des dirigeants syndicaux (surtout de la CES – Confédération Européenne des Syndicats), l'ensemble de cette action est tombé dans l'eau. Les directions syndicales n'étaient pas à la hauteur même pour organiser une action d'envergure à Bruxelles pour la défense des travailleurs grecs contre les pillards capitalistes et leurs démarcheurs et rabatteurs grecs et européens, Il est

encore temps, … et tout nous presse d'agir.
Car par suite d'actes multiples de "sauvetage" de ce pays par ses "protecteurs européens bienveillants", l'Etat grec est en train de se littéralement décomposer, L'"Etat intégral" du capital vieillissante, scruté et démasqué par l'éducateur inoubliable du prolétariat Antonio Gramsci, mais en fait jamais très robuste en Grèce, se liquéfie devant nos yeux en cédant la place prépondérante de plus en plus à son noyau, la violence de l'appareil répressif. Et derrière la feuille de vigne déjà terriblement légère des partis des notables corrompus et suspendus en l'air, alignés sur les bailleurs de fond et des percepteurs arrogants, se découpe la silhouette menaçant des généraux. N'oublions pas que tout au long de l'histoire des travailleurs grecs, ces mercenaires du capital les ont toujours saigné à blanc, chaque fois qu'ils ont osé de lever la tête. Nombreux sont qui gardent encore des traces corporelles et psychiques des sévices endurés dans leurs cachots – il n'y a pas si longtemps. Nul doute que ces bourreaux se tiennent prêts à contraindre, une fois de plus, le peuple récalcitrant à exécuter les ordres du capital – qu'on les y invite ou non, – dès qu'ils estiment suffisamment forts de le faire. Leur avant-garde politique, le groupe fasciste déterminé est apparu déjà sur la scène.
Fort heureusement, ils sont acculés pour l'heure, à l'attente, retenus et interdits par la formidable résistance et la mobilisation puissante des travailleurs. Y compris pour les élections qui, chassant les bourgeois complices et acteurs de l'austérité, renforçaient le poids des travailleurs. En fait, depuis des années déjà, ils affrontent jour après jour, fiers et indomptables, les diktats implacables des régisseurs du capital européens et mondial, relayés par leurs intendants locaux abrités derrière les phalanges policières, On sait bien que la grève générale, arme puissante, redoutable mais meurtrière à laquelle la classe ouvrière recourt pour défier et contester le pouvoir de la bourgeoisie, est utilisée aussi comme dernier avertissement de la classe menacée par un grand danger jusqu'à même son existence. Or, depuis les premières

attaques pour réduire ce berceau de la démocratie au rang d'une colonie maudite par l'histoire, et ses habitants aux indigènes paupérisés, la classe ouvrière grecque s'est dressée cinq fois déjà en grève générale face à tous ces démocrates de malheur qui la tourmentent du dehors et du dedans. Mais ils ne peuvent pas, ni leurs camarades portugais et espagnols, répétant vaillamment, eux aussi, les mêmes mouvements, de se puiser en grèves générales consécutives. (Il faut lire l'entretien avec le grec Stathis Kouvelakis, enseignant de philosophie à l'université de Londres, le tableau précis et saisissant des souffrances et des luttes du peuple grec, pour se rendre compte de la gravité du problème.(Dans la Revue des Livres, Paris, mars-avril 2012.) Mais plus ces travailleurs se consument en ces actions héroïques mais aussi harassantes, plus leurs persécuteurs restent sourds et insensibles et s'enhardissent davantage, comme s'ils voulaient les pousser délibérément à bout afin de leur infliger l'estocade final.

La mobilisation des syndicats est indispensable

Voilà une preuve supplémentaire et définitive, issue tout droit de sueurs, de larmes et de résistance des secteurs significatifs de la classe ouvrière européenne, que pour arrêter l'offensive générale de la bourgeoisie, il faut organiser la lutte unitaire à l'échelle de cette offensive, à savoir à celle de l'Europe. Car pour bloquer les attaques contre les droits et les acquis des travailleurs, pour faire reculer l'offensive à sa base et au foyer centralisés de son origine, les combats limités aux pays individuels et isolés l'un de l'autre sont voués à l'échec. Et comme cela se passe actuellement en Grèce, un demi-succès au niveau d'un seul pays affermit également de moitié, si non plus,une partie des ennemis, tout en irritant les autres. Même si les attaques sont, naturellement, orchestrées pays par pays, conçues et appliquées selon leurs particularités. Mais il serait une lourde erreur avec les conséquences fatales de se laisser guider par des oeillères nationales et tomber dans ce panneau,

alors que des luttes grecques, portugaises et espagnoles revèlent douloureusement leur portée inefficace parce que nationales, donc solitaires.
Pourtant les syndicats disposent suffisamment d'expériences pour éviter ce piège national et déjouer d'autres traquenards semblables. Même leurs directions qui, jusqu'ici, cédaient aux sirènes d'un "partenariat" faux et mensonger avec des Etats et des patronats ligués contre les travailleurs, se livrent maintenant un combat contre les attaques déchaînées du capital et ses plans asservissants dans les pays du Sud. Car placées devant la vision affligeante de la situation et de la position de ces travailleurs ainsi que celle de leur désorientation, elles se sont montrées prêtes à rectifier le tir mal ajusté et d'ouvrir la voie à la lutte plus conséquente. En Grèce, au Portugal et en Espagne les syndicats se sont lancés dans la lutte, et ils s'y préparent en Italie et ailleurs. C'est un tel processus de réveil qui s'est amorcé en France aussi, tout récemment.
La Commission Exécutive de la CGT, la plus importante centrale ouvrière, condamnait fermement la politique du président sortant Sarkozy, lors de la campagne électorale qui vient se clore en France. Chacun sait que le président déchu, cet adjudant-chef de la guerre bourgeoise au côté de Merkel, est le patron-choc de l'offensive anti-ouvrière, en la durcissant, affûtant et supervisant. Le tristement célèbre traité budgétaire européen serait difficilement né sans lui. En ripostant, le 13 mars, la Commission Exécutive de la CGT l'avertissait que sa ré-élection "…ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de lourds reculs sociaux … et la société française … s'enfoncerait encore plus dans la crise". A peine un mois plus tard, Bernard Thibault dirigeant de cette centrale renforçait cette résolution. Il déclarait, dans une entrevue accordée au journal Le Monde que "tous les syndicats européens sont opposés au traité européen (dont N.Sarkozy était à l'origine) qui généralise l'austérité sociale et la précarité".
Sans se bercer d'illusions, c'est indéniablement un tout

premier pas pour desserrer la camisole de force répugnante et paralysante d'un "partenariat social" qui freine et étouffe la lutte des travailleurs. Alors, malgré les limites de ces prises de position, elles sont hautement importantes, car elles ont brisé un silence des syndicats concernant leur neutralité politique affichée, l'une des pièces maîtresses du "partenariat". (Sarkosy ne s'y est pas trompé. Il a aussitôt travesti sa rhétorique "simplement" anti-sociale en éructations carrément fascistes. Particulièrement déchaîné contre les chôueurs "assistés" et les "corps intermédiaires" surtout les syndicats, sans parler des autres cibles des fascistes comme les immigrés (en majorité ouvriers), il a révélé par là son inclination spontané au fascisme. Ce qui a poussé l'autre grande centrale syndicale, la CFDT d'origine chrétienne nettement plus conciliante avec le patronat et son Etat, elle au si vers la protestation.)

Ces dirigeants syndicaux français savent pertinemment, en particulier ceux de la CGT, que le combat des travailleurs grecs et des autres pays du Sud, dur et difficile, est une lutte inégale, car ils ne peuvent pas tenir seuls, isolés dans leurs pays. Encore moins peuvent-ils arracher ainsi des résultats tangibles, sans parler de succès. La seule voie praticable et réelle d'une lutte réussie – dans n'importe quelle de sa forme et configuration – c'est la lutte internationale, notamment européenne. La CGT est bien placée et idéalement située pour pouvoir la lancer et l'organiser afin de secourir réellement les travailleurs européens, donc grecques, espagnols, portugais, italiens, – français et tous les autres.

Nous tous, nous attendons à ce qu'après avoir amorcé un premier pas, elle y ajoute un second, geste indispensable pour se mettre en mouvement. On ne peut que l'inviter et l'encourager à s'y engager, en espérant qu'elle rejoindrait ainsi ses autres compagnons européens, lancés désormais dans un combat, encore inégal et disparate. Ce serait en même temps le seul chemin actuel vers la sortie pour se libérer de chaînes humiliantes et avilissantes, blessantes et

paralysantes d'un "partenariat" entre le maître et son entremetteuse. La CGT a les possibilités sérieuses et la compétence nécessaire d'initier et de d éployer ensuite avec ses compagnons européen une telle lutte. Pour dresser une barrière directement et immédiatement internationale, truffée d'actions de haute volée pointée sur Bruxelles, foyer de ces attaques.
Personne ne sait d'avance comment réagiront les syndicats français, en premier lieu la CGT, à l'offensive, sans doute bientôt renforcée du capital. Il serait très regrettable si la lutte intérieur, voir le conflit que suscite le départ prochain de B. Thibault de la présidence autour de sa succession, fournirait un prétexte à la direction de manquer à donner une réponse positive à une telle attente de tous.

Impéritie, malaise et discordance parmi les économistes et les experts

Rien d'étonnant à ce que la masse écrasante des économistes avec les innombrables experts souvent plus feints que réels ont été au début, – sauf quelques exceptions rarissimes mais étouffées – complètement abasourdis et submergé par la crise, sa dimension et sa violence. Pensez-y !
Dressés par des longues décennies de l'omniprésence hégémonique des doctrines d'un "libéralisme" (dit "néo") chassé pour un temps par la crise générale de 1929-37, ils ne reviennent toujours pas de ce chambardement général inattendu par eux. Car sucé quasiment avec le lait maternel et insufflé par tous les organes de la société contaminée, le dogme fondamental de ce libéralisme néo sur la puissance de l'auto-régulation automatique des marchés les a totalement ébloui, pénétré et empoisonné. Le tronçon principal monétariste de ce catéchisme fétichiste (M. Friedman, etc. ainsi que ses multiples versions) ont unanimement relégué les crises parmi les imperfections d'un passé révolu. Ses adeptes et disciples ont casé donc la fréquence contemporaine de ses manifestations partielles et inachevées, donc incomplètes dans l'une de leurs

catégories linguistiques pour effacer, oblitérer ou/et dénaturer leurs sens, en faussant ainsi la réalité. Ces économistes vulgaires de notre temps les ont donc qualifié de ”dysfonctionnements”. Quoi de plus normal et significatif alors leur ahurissement sincère et entier – mais aussi éloquent et évocateur – devant ce déchaînement d’une tempête sociale.

Parallèlement à ce véritable engouement de trivialités énoncés et matraqués par ce credo économique sans crise, ses adeptes ensorcelés devaient, forcément, déclencher une croisade contre Marx et le marxisme. C’était (et cela reste) le revers concomitant obligé de la même pièce de fausse monnaie dont le côté avers est ce cantique élogieux du néo-libéralisme. Afin d’étayer et de justifier cette guerre sainte, et élever leur voix de croisés, ces économistes n’ont pas hésité à puiser leurs cartouches de la pratique repoussante et de l’idéologie anti-marxiste de Staline. Bien qu’ils soient parfaitement au courant de ce que lui et ses fidèles ont entièrement liquidé le parti de la révolution en exterminant physiquement ses membres par dizaines de milliers, emprisonnant les autres par millions. Incapables de réfuter la théorie de Marx, ils se sont acharnés, et ils le font encore, contre ses épigones faussaires staliniens – qu’ils ont d’ailleurs acclamé il n’y pas si longtemps. Quant au Marx, Engels et la théorie marxiste, ils se permettent, au maximum, de se gausser niaisement, en postulant comme un axiome que l’évocation du repoussoir Staline et son régime les dispense de toute attitude sérieuse à l’égard du marxisme. On ne peut que saluer tous ceux qui, bien qu’ils ne soient pas marxistes, n’ont pas hurler avec ces loups.

Une précision semble nécessaire à cet égard. Car il est hautement instructif et plein d’enseignement que les directions des partis ouvriers socialdémocrates ou socialistes ont, depuis longtemps déjà (initié par le SPD allemand au congrès de Bad-Godesberg en 1959) ont publiquement et officiellement répudié le marxisme. Elles se sont ainsi mieux adaptés à l’accentuation de leur politique de collaboration de

classe, opposée, souvent violemment, à la théorie et à la pratique de la lutte de classes. Quant aux partis staliniens abreuvés par les dogmes d'un "marxisme" falsifié et tordu, déformé et formel, leurs directions ont finalement abandonné, mais en catimini, même ces résidus fadasses et insipides. Elles l'ont fait, elles aussi, dans leurs efforts de s'aligner, plus difficilement il est vrai, parmi les autres collaborateurs de la bourgeoisie en reniant et abjurant la lutte de classes, certaines allant jusqu'à jeter par-dessus bord leur dénomination "communiste".
Alors, il est bien compréhensible que le grand tournant droitier international des intellectuels qui talonnait les défaites successives du mouvement ouvrier et les revirements consécutifs de ses dirigeants faillis, a été caractérisé, lui aussi, par le reniement, le rejet massif du marxisme, Ce n'est pas la place de l'examiner en détail mais de remarquer seulement qu'il a comporté, à c6té des historiens, des philosophes, des littéraires, etc., aussi le retournement des économistes, Non seulement du marxisme, mais en plus, également du keynesisme, ce recours abâtardi de la bourgeoisie, au moment de ses concessions indispensables à la classe ouvrière menaçante,
L'un des terrains importants où l'aveuglement néolibéral est particulièrement flagrant, et qui est précisément en question, c'est l'Europe. Plus exactement, et plus concrètement son unification, le but fixé par ses concepteurs et ses artisans. Aveuglement qui concerne aussi le processus conduisant à son épanouissement, d'après les ordonnateurs et les opérateurs de cette évolution bien heureuse, Or, en réalité et dans la pratique, ce processus à peine commencé avait produit déjà, contrairement aux attentes, aux voeux et aux promesses ainsi qu'aux affirmations, une inégalité saisissante qui se creuse d'une vitesse accélérée. Inégalité entre les classes dans chaque pays et inégalité entre ces pays, Elle est devenue même un lieu commun dont tout un chacun prend conscience et, angoissé, cause ouvertement. Même ces économistes, par ailleurs, grands pourvoyeurs de l'idéologie d'une Europe telle

qu’elle se présente et se façonne, en en dissertant abondamment. Du moins ceux qui s’en aperçoivent, à la différence de dév6ts entêtés – il y en a encore une masse ! – qui nient l’évidence ou considère cette inégalité comme un symptôme négligeable,

Mais en voyant ceux qui s’inquiètent devant un tel retournement du passage présumé vers l’unité justement en son contraire, on les voit qu’ils affichent un spectacle déchanté dont les divisions sautent aux yeux, D’abord leur hébétude provoquée par ce coup cruel qui ébranlait leur certitude jusqu’ici si rassurante, Ensuite, la croissance rapide du nombre des incrédules , puis dubitatifs et carrément sceptiques. Finalement, en passant outre une explication quelconque du phénomène, ils se perdent divisés et perplexes, dans les conjectures et des propositions fumeuses et évasives, Ainsi, ils se lancent dans les vagabondages fantaisistes dont l’un est aussi extravagant que l’autre est absurde.

(Ici, je n’examine pas ces rêveries rétrogrades sur une “démondialisation” ou d’une économie “non-productiviste”. Ni leurs jumeaux également réactionnaires et illusoires comme le protectionnisme ou l’appel à consommer les produits du sol national. Tous fleurissent, à coup sûr, comme les effets difformes du rejet massif d’une situation provoquée par l’Europe du capital. Ils sont alimentés tout particulièrement par l’ambiance surchauffée de la campagne électorale française, par exemple, où s’affrontent contre les défendeurs patentés de l’offensive capitaliste abhorrée, les politiciens plus prudents et avisés, à leur côté les libéraux bourgeois de portions congrues et bien amoindris ainsi que les petits-bourgeois foncièrement désorientés. Sans parler des tentatives encore limitées mais significatives à frayer la voie aux travailleurs. Sans oublier un instant, à l’opposé, les élucubrations réactionnaires mais dangereuses des fascistes.)

Il est donc absolument normal que dans le vide intellectuel créé et asséché, comme un surplus, par la protection omniprésente du capital, pratiquement tous les spécialistes et les experts des “choses économiques” (hormis quelques rares

voix dissonantes) soient sincèrement stupéfaits devant l'apparition de cette inégalité fulgurante d'une Europe déchirée, jamais prévues par eux. Venant aussitôt après la démonstration amère de leur cécité par rapport à la crise, c'est décidément trop. Une surprise et un étonnement d'autant plus grands et sincères que pendant des longues décennies, alignés derrière les capitalistes et leurs chargés de mission européens, ils n'ont pas cessé de chanter le hymne d'une convergence supposée des nations qui serait d'abord le Marché Commun, puis l'Union Européenne. Solidement amarrés sur leur foi inébranlable – plus proche de la formule de leur St. Augustin : "je crois parce que c'est absurde" que d'une analyse objective – en une collaboration et une coopération fraternelle et solidaire entre les pays ; le réveil est très dur.
Il est tellement pénible que, suivant toujours les grands manitous du capital et leurs délégués européens, ils ne peuvent que répéter mécaniquement les balivernes de ceux-ci sur l'unité européenne, toujours en marche d'après eux.
Cependant, l'échec évidente de tout ce "sauvetage" et la souffrance grandissante de la population des pays "sauvés", ainsi que leur résistance amplifiée les remplissent d'une interrogation cuisante et pénible. L'émergence des doutes et la recherche d'une issue ont, désormais, accentué et multiplié la division de leur rang quant à une solution possible. Selon certains de leurs porte-paroles plus ou moins autorisés, le désarroi est pratiquement total parmi eux. Ce que l'on constate aussi de l'extérieur en présence de changements fréquents d'opinion ainsi que de contradictions manifestes de leurs priées de position.

Sur la signification réelle de l'inégalité européenne

Cette difformité malsain qui se développe avec la crise entre les pays de la zone euro (sans épargner les autres) frappe les esprits y compris ceux des économistes. Tout d'abord, il est important de comprendre cette inégalité non pas simplement

comme une différence statique entre ces pays placés dans une position adjacente et neutre, fruit de leur développement divers. Bien entendu, une telle différence existe déjà entre les pays, marquée par leur emplacement géographique dissemblables et leurs attributs naturels variés mais, par-dessus tout, façonnées et pétries par la spécificité de leur histoire. Certainement, cette inégalité-là, issue de l'histoire comme leur héritage, influait et agisse toujours sur celle qui nous préoccupe, mais ce n'est pas elle le sujet de mes réflexions.

L'inégalité dont nous parlons et qui s'accentue entre les pays est quelque peu différente de celle qui se creuse entre les classe sociales, bien qu'il y ait un lien organique entre les deux. L'inégalité en question est un rapport vivant et dynamique, progressant en un mouvement continu qui mesure, compare et qualifie la relation entre les pays et leur développement économique. De quel rapport s'agit-il ? – et d'où vient l'inégalité ?

Pour répondre à ces questions, la première constatation essentielle, qu'il ne faut jamais oublier, c'est que l'inégalité se développe entre les pays différents mais d'un système capitaliste identique. L'accent est mis sur la nature capitaliste de leur mode de production et de leur société. Ce qui implique que l'inégalité se développe inévitablement avec la force d'une fatalité entre ces pays, selon leurs puissances et capacités respectives, Or, l'une des caractéristiques principales de ce système d'exploitation est la concurrence qui régit la vie économique et règle les relations sociales, y compris jusqu'à l'intérieur des classes sociales.

La possession privée de moyens de production, d'échange et donc de système financier astreint et éperonne leurs possédants, les capitalistes à la lutte sauvage pour une portion grandissante des marchés L'importance et la puissance de cette concurrence sont telles que, sortant de son terrain économique, elle envahit tous les secteurs de la vie sociale, politique et culturelle, Ce n'est pas par hasard que Marx l'exposait et l'analysait tout au long du Capital et, avec

Engels, dans l'ensemble de leur oeuvre avec toutes ses manifestations ainsi que sous toutes les coutures, Ils y présentaient et examinaient son pouvoir phénoménal et contraignant qui presse les capitalistes non pas simplement à renouveler la production en la répétant mais de l'améliorer, de la développer constamment et sans répit. Conséquence logique du fait qu'ils sont placés dans une concurrence féroce, implacable et sans merci

Cette concurrence acharnée aboutissait inévitablement et constamment à la concentration et à la centralisation des moyens productifs, commerciaux et financiers, incarnées dans les monopoles puissants en éliminant leurs victimes soit par leur absorption, soit par leur suppression. Cette lutte, déterminée et, dans une proportion notable, conditionnée par l'histoire et son héritage, elle continuait et se poursuit entre ces monopoles. La concurrence encore plus exacerbée entre ces géants de la concentration capitaliste conduisait à leur entrelacement avec les états. Ces derniers constituent leurs creusets naturels et leurs serreschaudes dans un enchevêtrement dense où les monopoles en servent comme leurs protecteurs ainsi que de leurs délégués normaux et légitimes. En conséquence, le rapport de force entre ces monopoles et leur lutte de concurrence s'incarne et apparaît également dans celle des Etats-nations ainsi que dans leur relation, Mais bien sûr non pas nécessairement et toujours dans leurs formes crues, donc immédiates et brutales mais par la médiation de facteurs nombreux, avant tout politiques.

Cette course effrénée au profit qui oppose les capitalistes entre eux dans un combat antagonique continu est "régularisée" et administrée par l'Etat-nation. Mais bien évidemment, elle dépasse les frontières et s'exprime, d'une manière décisive, dans le cadre de la dite Union Européenne sans frontières ni douanes, Ce caractère binaire ou hybride, en tout état de cause bâtard (national, et aussi européen) du capitalisme de ce continent est l'un des éléments d'une contradiction flagrante et explosive de la soi-disant "unification européenne". Elle est si visible et percutante qu'elle est

fréquemment dénoncée par beaucoup d'économistes et même politiciens, sans pour autant l'expliquer, – et surtout pas par sa substance véritable. En tout cas, sans que cela dérange en quoi que ce soit les responsables d'une telle calamité, ni d'ailleurs ses détracteurs.

Une telle lutte à mort de la concurrence capitaliste dont la brutalité sauvage est attestée par toute la grande littérature mondiale, n'a rien à voir avec la musique douce et idyllique qu'on nous chante journellement sur une prétendue coopération européenne supposée fraternelle et solidaire. Au lieu de s'inspirer de l'image béate d'une tête-à-tête biblique de lion et d'agneau, les propagandistes du capital auraient dû étudier les Fables de La Fontaine, Ils auraient pu en saisir l'esprit pour apprendre la réalité d'une lutte forcenée pour l'existence, transposée à l'économie et à la société capitalistes sous forme d'une concurrence intransigeante et omniprésente. Des. telles lectures et l'assimilation de leurs enseignements pourraient mieux nourrir leurs réflexions en l'absence des analyses de Marx, repoussées et calomniées par eux. Quant à celles de Lénine, sur les monopoles par exemple, considéré mensongèrement comme le précurseur de Staline, ils ne les évoquent même pas.

En conséquence, il est parfaitement logique que, dotés de moyens défectueux d'une économie vulgaire, ils ne s'aperçoivent pas l'essentiel. Notamment, que dissimulée derrière les phrases clinquantes sur l'unification et la coopération, tempérée par les coutumes "civilisées gentleman" et principalement par le voile vertueux de l'Europe, c'est la concurrence débridée et impitoyable des capitaux qui régente les rapports entre les Etats-nations. Ces commentateurs restent aveugles aussi devant le fait que pour masquer encore mieux leur rôle primordiale, les animateurs-représentants principaux du capital se placent en second plan et poussent à l'avant scène des figurants comme Barroso, Van Rompuy, Lady Ashton, Juncker et consorts dont l'importance considérable de démolisseurs est inversement proportionnelle à l'insignifiance de leur personne.

Il serait fastidieux et, en somme, inutile de passer en revue à cet endroit l'histoire de cet Europe avec ses étapes successives. Mais si l'on n'en retient que certains moments aussi essentiels que l'installation du Marché Commun et l'introduction d'une monnaie unique, il en ressort la certitude d'une réalité fondamentale. Ce que dans les confrontations multiples d'une concurrence économique, ces mesures et dispositifs donnaient immanquablement une avantage considérable, supplémentaire aux plus forts et plus grands, aux mieux préparés et mieux équipés.

Le démantèlement des douanes et la libre circulation des capitaux, ces mesures uniformes appliquées aux pays d'économies nettement différentes quant à leurs structures et leurs niveaux (sans parler d'autres différences!), agissaient (et s'exercent toujours) comme des leviers puissants et violents pour favoriser les plus forts au dépens des plus faibles. L'introduction inique et brutale de l'euro – acte lourd mais indispensable pour compléter et consolider, vivifier et stimuler ces mesures, – obligeait tous ces pays d'abandonner leurs monnaies issues du niveau et de la capacité de leurs économies. Alors que désormais il fallait s'adapter à une monnaie unique, expression pourtant d'un échelon économique le plus développé des participants, C'est ainsi que cet euro s'activait comme une vitamine pour le plus gros, mais en même temps comme un poison mortel pour tous les autres.

Les conséquences et les effets naturels de ces mesures se sont manifestés très rapidement et agissent d'une façon de plus en plus destructive. Evidemment, ils ne reflètent en rien les sornettes exaltées, déversées sur l'unification supposée de l'Europe. Mais contrairement à ces contes de fée, ils suivaient et traduisaient (ils le font toujours) la logique des lois économiques découvertes par Marx. En l'occurrence, celles de la concurrence capitaliste entre pays inégaux et ses produits inévitables, de la concentration et de l'enrichissement des capitaux de l'un côté, et l'affaiblissement, l'appauvrissement et la paupérisation de l'autre.

La concurrence continuelle et farouche des capitaux et de leurs monopoles dans cette “unité” européenne divisée par les Etats nations, prenait ainsi la forme d’une certaine rivalité (même pondérée) entre eux. Mais par la force des choses, elle est considérablement apprivoisée , domptée et plus ou moins maîtrisée, donc cachée par leur “unité” européenne. Néanmoins, en-dessous de cette apparence, elle ordonnait la formation, puis le renforcement d’une hiérarchie entre les plus forts et les autres. Puis cette “sélection naturelle” produisait un Etat-nation, le “premier entre les égaux”, au détriment de tous les autres, En l’occurrence, cette opposition rivalisante produisait une conjoncture où l’Allemagne bourgeoise apparaissait graduellement dans une position dominante. Elle est secondée (jusqu’à tout dernièrement) mais bien loin derrière par la France d’une bourgeoisie de force ratatinée et vassalisée, complaisante et déférente envers cette première de la classe capitaliste, Les perdants se rangent tout au long d’une chaîne dont les chaînons fléchissent et se tordent, tandis que le dernier maillon aux antipodes, la Grèce la plus faible est en train de se rompre.

Le capital allemand aux commandes, servi et redouté par ses satellites empressés – mais rétifs

Il va de soi que les chiffres significatifs concernant l’évolution des structures économiques des pays européens, et donc ceux de leurs performances respectives, à savoir du commerce inter-européen ainsi que leur interprétation ne trouvent pas de place, encore moins un espace naturel et régulier sur les colonnes des quotidiens européens. Toutefois, en dépit de ce cache-cache puéril mais instructif, ces machines de propagande complexes laissent échapper quelques gouttelettes de savoir pour épancher notre soif d’information. Une image tronquée mais assez juste et fidèle se dessine alors fournie par ces tuyaux minces et épars.
Un contingent crucial, plus correctement, la part prépondérante du commerce extérieur de chaque pays européen

dont celui de la zone euro s'effectue entre eux-mêmes. La concurrence capitaliste, même "apaisée" car codifiée, se livre entre eux, c'est-à-dire elle produit ses vainqueurs et ses victimes dans le cadre européen. Les grands premiers éliminent brutalement les plus faibles seconds ou les absorbent goulûment. Les gros poissons avalent les petits. Ils les engloutissent en une vitesse accélérée et d'une masse encore plus nombreuse dans la crise récente.

Aujourd'hui, l'Allemagne réalise ainsi entre 40 et 50% de son commerce extérieur dans la zone euro. En conséquence, déjà en 2011, presque la moitié de sa balance commerciale positive, donc bénéficiaire de 157 milliards d'euro venait de cette zone. En contrepartie, l'Espagne par exemple, a perdu 47,2 milliards d'euro dans le même commerce inter-européen, l'Italie 24,6 milliards, la Grèce 20,8 milliards, le Portugal 14,3 milliards. Ce déséquilibre (un euphémisme!), ou plus précisément une véritable spoliation en faveur des monopoles allemands ne couvre pas mécaniquement l'ensemble de l'inégalité mais il en explique la trame fondamental. Car le commerce extra-européen, notamment avec la Chine et les Etats-Unis qui agît, lui aussi, défavorablement sur les plus faibles, reste singulièrement et nettement en-dessous de celui d'entre les pays européens eux-mêmes.

En restant en Europe, il convient de compléter les données citées ci-dessus. Cette même année 2011 enregistrait le chiffre faramineux de 84,5 milliards de perte commerciale de la bourgeoisie française (!), pourtant bien connue comme l'attachée enthousiaste du capital allemand. Et afin de mettre en évidence qu'il s'agit d'une dégringolade de l'Europe entière, même en dehors de la zone euro, cette perte colossale du commerce extérieur français a été dépassée par celle de la Grande-Bretagne. La même année 2011 a révélé pour cette dernière une perte de 117,4 milliards d'euro, bien qu'elle soit placée dans un contexte économique légèrement différente, mais effectuant néanmoins 40% (!) de son commerce extérieur avec le continent européen.

Certains autres chiffres exposent une situation à la fois

comme le résultat de l'évolution du rapport inégal entre les pays, et qui constituent en même temps, les conditions de son processus calamiteux ultérieur. Il s'agit de la place occupée par l'industrie dans l'économie, cette colonne vertébrale du tissu économique ainsi que par son enfant, la classe ouvrière industrielle porteuse et messagère du progrès humain. On se limite à la France, occasionnellement aussi à la Grande-Bretagne, en laissant de côté les pays du Sud incomparablement plus touchés. Le déficit commercial de la France pour les produits industriels qui s'élevait déjà à 15 milliards d'euro en 2000, plafonnait à la hauteur vertigineuse de 92 milliards en 2011. La désindustrialisation galopante, à la fois cause et conséquence de la concurrence capitaliste, est passée par là, aggravée, elle aussi par la crise.

En 2010, les emplois industriels représentaient 12 % seulement de tous les emplois en France, contre 16% en 2000. Alors qu'en Allemagne elle est encore 19 %, en 2010, en baisse là aussi par rapport aux 21 % en 2000, mais en proportion considérée comme « normale". Puisqu'elle reflète les restructuration et les rationalisations "habituelles" du mouvement continu des concentrations des capitaux ainsi que de leur traque pour augmenter la productivité. Cette proportion est encore pire en Grande-Bretagne, pourtant en dehors de la zone euro, où la proportion de 14 % des emplois industriels en 2000, s'est ratatinée en 9 % pour 2010.

En conséquence, en 2010, l'industrie française par exemple, fournissait 13 % de ce qu'on appelle la "valeur ajoutée", contre 18% en 2000, alors qu'en Allemagne cette même "valeur ajoutée" industrielle représente encore 25 %. Quant à la Grande-Bretagne, les chiffres respectifs sont: 20% en 2000, réduits à 15 % en 2010, (Pour le moment, je m'abstiens de critiquer et de rejeter franchement ce concept truqué et bâtard de "valeur ajoutée" qui nous mènerait trop loin. Je remarque simplement qu'elle était conçue, répandue, et utilisée encore par l'économie vulgaire bourgeois qui entremêle la toute nouvelle valeur réelle fournie par le travail productif, avec le concours [indispensable dans cette

société, mais restant passif] du capital dans un magma quasiment inextricable.)
Cependant, malgré la carence entretenue des données, et en dépit de l'imposture du concept de la "valeur ajoutée", ces chiffres suggèrent une tendance générale réelle qui doit être nettement plus accusée et plus meurtrière envers et dans les pays du Sud. Elle exprime clairement un rapport de domination et de dépendance envers l'Allemagne de tous les autres pays européens, au degré divers. C'est le contenu exact de ce fameux rapport d'inégalité bien connu mais – on le reconnaît maintenant – une expression qui reste quelque peu brumeuse, car elle estompe la précision de son essence.
A ce point, il est de la plus haute importance de préciser le caractère de l'ensemble de la lutte qui se déroule en Europe. Précédemment, j'ai déjà mentionnée mais qu'il importe de souligner que dans le cadre des Etats-nations et derrière la façade de leur inégalité et de leur opposition, souvent entremêlées avec celles-ci, c'est une lutte que les capitalistes et la classe ouvrière avec tous les travailleurs se livrent entre eux, Leur contenu de classe est masquée parce qu'elle est fractionnée et segmentée par les Etats-nations, et elle apparaît d'autant plus comme une divergence et lutte menée entre ces Etats-nations que ceux-ci sont effectivement en rivalité, animée par les divergences réelles de leurs regroupements capitalistes.
Mais ce masque tombe chaque fois que l'intérêt fondamental de l'offensive du capital déclenche ses assauts répétitifs contre les travailleurs par les plans d'austérité successifs. Les bourgeoisies locales tendent à se fissurer dont la majorité se range aussitôt comme bourgeoisies "compradores" du capital européen dominateur, Alors la situation s'éclaircit, comme en Grèce dernièrement, à savoir la face-à-face antagoniste des classes fondamentales déchire le voile national, tandis que les segments velléitaires de la bourgeoisie nationale cherchent une issue éventuelle de l'étau, pour l'instant minoritaire, en se réfugiant dans le fascisme
En conséquence, il ne s'agit nullement d'une lutte engagée

contre la Grèce, par exemple, comme l'explication bien fournie du chercheur grec S. Kouvelakis (cité plus haut) semble penser du torpillage de la Grèce. Une impression partagée par un bon nombre des militants grecs. Naturellement, il serait faux de nier pour autant l'appétit vorace du capital européen, notamment allemand pour les éléments riches de la Grèce en détruisant la résistance de ses travailleurs. Mais la bataille principale est menée contre l'ensemble des travailleurs européens, concentrée pour l'heure sur leur détachement grec, le plus vulnérable.

De la même manière mais du côté opposé, il serait absurde de considérer que la prédominance européenne de l'Allemagne concerne ce pays tout entier en tant que tel. L'Allemagne est aussi divisée en classes opposées que tous les autres pays. Le capital allemand s'est propulsé au-dessus des autres capitaux "nationaux" en subjuguant et enchaînant "sa" propre classe ouvrière par tout un système de restrictions brutales et raffinées de ses droits ainsi que la suppression d'une autre série de ses avantages acquis auparavant. Autrement dit, les travailleurs allemands ont déjà subi "leur" plan d'austérité sans même que "leur" état soit endetté, en tant que condition décisive, comme préalable de la suprématie des monopoles allemands, Les décisions de G. Schröder (dirigeant du parti socialdémocrate) du début des années 2000, ont résolument éjecté l'adjective "sociale" du célèbre qualificatif de l'Allemagne comme "économie … du marché". Tout cela avec la complaisance servile traditionnelle de toute la bureaucratie syndicale.

Ce n'est pas un hasard que, tel qu'un écho à la mobilisation combative des travailleurs dans plusieurs pays européens, la classe ouvrière allemande, elle aussi, lève la tête, Ce dernier temps, elle a imposé une série de grèves et manifestations à leurs dirigeants syndicaux de I.G,Metall et de Verdi (syndicat des fonctionnaires) pour contraindre la bourgeoisie d'augmenter massivement leurs salaires et d'améliorer leur situation. C'est l'ensemble des travailleurs européens qui devrait être leur allié naturel, comme ce sont

ces travailleurs allemands qui devraient être les partenaires indispensables du prolétariat en lutte. La base et les prémisses de cette alliance combattante sont données et n'attendent que leur réalisation effective.
Il faut encore noter, en revenant au commerce inter-européen, que son contenu précis ainsi que ses résultats désenchanteurs sont soigneusement cachés derrière le paravent séduisant mais fallacieux d'une "coopération". Tout au plus, les embrouilleurs d'esprits et les laveurs de cerveau innombrables sont obligés de reconnaître l'inégalité croissante, car son évidence est palpable. Mais déconcertés devant cette réalité gênante, ils se bornent à son évocation sans même en essayer une explication. Au grand maximum mais très rarement, ils mentionnent comme des faits dispersés et isolés la puissance des monopoles géants allemands. Parfois, on voit ainsi apparaître le nom des groupes comme celui de Thyssen Krupp sidérurgique et métallurgique, celui de Siemens et de Bosch de construction électrique et électrotechnique , BASF le premier groupe mondial de la chimie, sans parler de Bayer de l'industrie pharmaceutique, etc. Mais ils ne prononcent pas un mot sur la place et le rôle de ces monopoles dans l'industrie européenne et mondiale. On sait un peu plus sur l'industrie automobile, mais là encore rien sur l'essentiel, à savoir sur la lutte intérieur. Mais ce n'est pas un secret pour personne que face à l'industrie automobile européenne complète- ment ruiné et dévastée, sauf Fiat en Italie, Renault et PSA en France déjà bien chamboulés et qui battent de l'aile avec les firmes suédoises, les monopoles automobiles allemands règnent à l' échelle mondiale. C'est un fit bien connu que Volkswagen , en éjectant Opel et avalant déjà Daimler-Benz, domine l'industrie automobile mondiale et qu'il y a bien longtemps qu'il a englouti le tchèque "Skoda" et le "SEAT" espagnol, sans parler de ses autres victimes.

Quelques précisions indispensables

Les propagandistes bourgeois qui constituent la grande

majorité des économistes et des journalistes et fabriquent la parole officielle, au lieu de l'examen sérieux et objectif du processus économique, social et politique qui se déroule en Europe, montrent au doigt la Chine. Elle serait la principale responsable de la ruine et de la désolation économiques européenne. C'est elle qui serait le fossoyeur de son industrie par son commerce "déloyal" et son dumping basé sur l'exploitation honteuse de ses ouvriers. Cette dernière remarque sur l'exploitation est entièrement vraie. Même si elle raisonne comme particulièrement hypocrite de la part de ceux qui n'ont aucune voix pour condamner les gardes-chiourmes du capital dans les usines européennes pour augmenter, par exemple, à tout prix la productivité par les méthodes de plus en plus raffinées et inhumaines, "scientifiquement" motivées.
Sans pouvoir m'étendre sur ce sujet à cet occasion, il suffit d'avancer deux arguments seulement pour relativiser et bien modérer le rôle de la Chine. A part le fait déjà évoqué que le volume du commerce avec la Chine reste bien inférieur dans le commerce extérieur de chaque pays européen à celui qu'ils réalisent entre eux. Le premier argument est le fait indiscutable que la majorité des exportations chinoises est composée par les marchandises fabriquées par les entreprises étrangères installées en Chine, parmi elles un bien grand nombre européennes.
Le deuxième argument est que dans le commerce sino-européen, le partenaire européen est lourdement pénalisé moins par la masse des produits chinois bon marché que par le taux de change de la monnaie européenne particulièrement défavorable aux commerces européens. L'euro est une monnaie outrageusement surévaluée par rapport à toute les grandes monnaies du monde ! Ce qui veut dire que l'économie européenne est singulièrement désarmée dans ses achats des produits bon marché extra-européens libellés en monnaies nettement sous-évaluées ou du moins maintenues bien en-dessous de l'euro. A l'envers, la zone euro exporte ses marchandises en euro beaucoup plus cher, c'est à dire, elles sont considérablement désavantagées dans les échanges internationaux.

Il y a un seul exemple, justement l'Allemagne dont l'économie correspond peu ou prou au niveau élevé de l'euro, ou plutôt, elle est en harmonie (parfois dissonante mais réelle) avec cette monnaie unique. C'est l'une des raisons pour laquelle la bourgeoisie allemande et son gouvernement qui inspirent la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), la soutient contre vents et marées. Ils s'accrochent donc obstinément à l'euro surévalué comme leur arme précieuse pour affaiblir l' économie concurrente européenne et la soumettre.
Si les faiseurs d'opinion au service de la classe possédante, y compris la masse des économistes réussissent, hélas, d'embrouiller les têtes et d' égarer même quelques esprits plus lucides, et causent abondamment du commerce déloyal (il y en a d'autre ?) de la Chine, leur grande majorité se taise complètement sur le rôle de l'euro surévalué! De temps à l'autre, ils accusent le yuan sous-évalué, ce qui est exact, mais sans aller plus loin que ce constat qui, en soi, reste une opération de diversion. Or, ils ne défendent pas, par ce mutisme sur l'euro, uniquement la seule bourgeoisie allemande.
L'euro surévalué avec ses taux de change défavorables se dresse comme un phare unique dans le système monétaire international qui attire les marchandises fabriquées au moindre coûts. L'euro plafonne bien au-dessus du dollar américain dont la seule unité vaut, malgré les oscillations minimes, le plus souvent plus de 130 euros. C'est donc une porte largement ouverte devant les marchandises américaines également dont la lutte concurrencielle est déjà copieusement stimulée par les subventions domestiques généreuses et par toute sorte de faveurs et privilèges. Si les économistes et les politiciens veulent disserter sur le commerce "déloyal" de la Chine, on ne peut que les inviter à regarder aussi du côté du capitalisme-impérialisme américain.
(Il m'est impossible d'aller plus loin dans le cadre de cet article vers l'examen critique et détaillé du système monétaire international. Cette analyse fait partie de a troisième volume de mon ouvrage sur la crise mondiale dont seulement le premier est terminé, tandis que le reste est en

chantier. Toujours est-il que la définition de certains des aspects de ce système semble néanmoins nécessaire, même sous une forme lapidaire, pour une meilleure compréhension de nos investigations actuelles.

En premier lieu, que le détachement général des monnaies de leur socle d'or, à partir de celui du dollar en 1971, a rendu très facile et même largement favorisé, la floraison, puis l'expansion et la domination complète des conceptions monétaristes de l'économie (sans parler de la spéculation!), comme par exemple celle de Milton Friedman et Cie. Le signe distinctif de cette conception, avant tous les autres, est qu'elle considère la monnaie en ellemême. Plus exactement, non pas comme une partie organique de l'économie marchande surtout du capitalisme, mais comme une entité économique même pas autonome mais pratiquement indépendante n'ayant qu'un lien, bon ou mauvais, à l'ensemble de la réalité économique. Par conséquent, selon cette fiction monétariste, il serait possible d'utiliser la monnaie, la manipuler et l'adapter à la volonté souveraine.

Cependant, la monnaie conservait une correspondance effective à son économie domestique, même dépucelée ou chatrée, à savoir dépossédée de sa substance de l'or, perdant ainsi sa valeur. Cette correspondance réelle des monnaies à l'économie apparaît, entre autres, dans les rapports entre les économies nationales différentes dans les taux de change des monnaies respectives, ainsi que par les taux d'intérêt des capitaux productifs d'intérêts injectés dans ces économies. Alors tels que les rois moyenâgeux qui avilissaient leurs monnaies par la diminution de leurs proportions d'or, les monétaristes du présent sont rattrapés, eux aussi, par les dures réalités économiques. Ils sont alors obligés d'y répondre, – par les nouvelles manipulations monétaires (dévaluations, ré-évaluations, ou assouplissements quantitatives (quantitative easing) pour exprimer dans leur jargon, donc élégamment, l'action triviale – de la planche à billets…)

Or, il est un fait qu'aujourd'hui, même un bon nombre des monétaristes, tout spécialement américains (est ce n'est pas

un hasard) qualifient l'euro, la monnaie unique européenne, comme une création artificielle impropre et inadéquate, c'est à dire une erreur. Cette critique sévère vient du fait que même attribuant une indépendance à la monnaie, ils lui reconnaissent et préconisent de garder une correspondance effective et apparente à l'économie de son domicile. Par conséquent, ils critiquent l'euro à cause de sa prétention de couvrir des pays de niveau économique très différente, sans avoir l'unité politique réglementaire, et ayant seulement une banque centrale limitée et imparfaite.

L'un de mes camarades et amis Nick Bailey m'a fait connaître l'article de David O.Beim, professeur à "Columbia Business School" écrit en octobre 2011. Je l'invoque en tant qu'un digne représentant de ces vues monétaristes. En tant que tel, il démasque bien la nullité des présomptions vaines et futiles de l'euro à la représentation unique des pays si différents, ainsi que les conditions impropres de son fonctionnement résumés brièvement ci-dessus. Mais cette bonne analyse perspicace de 9 pages avec ses graphiques souffre d'un défaut conceptuel et générique, propre au monétarisme. Elle observe et étudie l'euro comme un péché originel, une faute dès le début, sans le mettre au diapason, en rapport continu avec les économies respectives des pays et leurs évolutions. Il constate l'augmentation des tensions parmi les pays autour de l'euro, sans établir aucun rapport entre celui-ci et le développement économique contradictoire que l'euro s'efforce de couvrir. Il est donc loin de faire surgir ces tensions du développement économique divergente de ces pays, – comme j'ai tenté de le faire, alors qu'il fait de très rares et vagues allusions aux différences notables de leurs balances commerciales. Mais sans les voir de plus près!

Par conséquent, il est alors normal que la "solution" qu'il propose soit cohérent avec ce raisonnement: il n'y a que reconnaître cette erreur et de prendre la bonne décision, à savoir, unir l'Europe politiquement, ou renoncer à l'euro. Décidément, les fervents monétaristes américains (avec un bon nombre de leurs collègues européens) ne comprennent absolument

pas cet attachement “stupide” des Européens à l’euro.

L’unité bourgeoise de l’Europe se déchire, son union supposée est en lambeau

Il convient de répéter encore que l’émergence de l’inégalité entre les Etats-nations et la mutation de celle-ci en opposition n’est qu’une apparition dérivée, une manifestation secondaire. Elle contient et couvre des oppositions autrement plus sérieuses qui se creusent entre les classes sociales. Elle n’est que le reflet altéré et appauvrie de celles que la bourgeoisie dans son ensemble (dominateur) suscite dans la masse des travailleurs (dominés) par son offensive contre les conditions de leur vie, en premier lieu contre leurs droits et acquis.
La transmission servile de cette offensive et son application zélée par les bourgeoisies “nationales” a provoqué partout la résistance des travailleurs ainsi que le rejet complet des fardeaux supplémentaires qu’elle impose. Cette lutte de classes ainsi fouettée par la bourgeoisie non seulement avait détourné et détaché les travailleurs précédemment passifs mais déjà hostiles à ce pouvoir bourgeois et ses servants, mais a rapidement exacerbé leur opposition jusqu’à la contestation ouverte de ce pouvoir. Leur résistance s’est de plus en plus amplifié mais, hélas, organisée très peu ou seulement d’une façon très partielle. Alors que au cours des derniers mois, elle est allée çà et là et sous une forme souvent estompée jusqu’à la mise en question du pouvoir de la bourgeoisie. A tel point qu’une partie grossissante de celleci, inquiète de risquer son pouvoir, a été amenée à vouloir soulager la pression, en souhaitant de modifier et d’alléger les fardeaux insupportables des plans d’austérité européens.
Mais pour introduire l’examen de cet aspect de la crise politique, compagnonne indissociable de la crise économique, on a tout intérêt de noter d’abord ses signes précurseurs. Certains économistes, en cherchant à définir et à qualifier cette relation controversée entre les pays, émettent des

observations valables quant à la nature de certains de ces phénomènes et leurs dangers. C'est ainsi que devant l'image navrante des pays sinistrés par l'offensive tempétueuse du capital où la masse des économistes a perdu ses boussoles imparfaites, certains parmi eux dans leurs recherches erratiques d'une sortie de ce marasme, tombent sur quelques bribes de vérité éclaircissantes.

Ainsi Heiner Flassbeck économiste en chef allemand de l'agence CNUCED de l'ONU (office pour le commerce mondial et le développement) déclarait dans une conférence: "…Berlin fait la même erreur avec les pays de la zone euro que les vainqueurs de la première guerre mondiale ont fait avec l'Allemagne". (d'après Le Monde, 21 avril 2012). En effet, il y a une ressemblance mais ce n'est pas la même chose et, surtout, il ne s'agit pas d'une "erreur" ni maintenant, ni dans le passé. Déjà dans ce temps bien lointain, cette "erreur" découlait du combat acharné (elle en faisait partie) des monopoles fondés sur la propriété privée pour la suprématie des marchés, – encadrés et privilégiés, représentés et défendus par les Etats-nations respectifs. Entre les deux guerres mondiales, cette "erreur" – en vérité, une loi incontournable du capitalisme – allait aussi loin que l'occupation militaire du bassin industriel de la Ruhr par l'armée française (secondée par la Belgique et l'Italie). Elle a duré du printemps 1921 jusqu'au milieu de 1925! (Une histoire édifiante du conflit capitaliste des deux côtés qui a abondamment fertilisé le terrain pour le mouvement fasciste de Hitler.)

Or aujourd'hui ce combat se passe sous d'autres formes plus "apaisées" qui permettent d'éviter l'intervention armée, – pour le moment. Cependant, Flassbeck tâtonne dans la bonne direction. Car la nature du rapport est la même entre le vainqueur et les vaincus non pas d'une guerre armée (la concurrence poussée à l'extrême) mais d'une concurrence assourdie et embrouillée dont l'agressivité, le mordant et la dureté pourtant ne cède en rien à ceux d'une guerre – à part les armes … et encore.

Cette concurrence capitaliste cloue au pilori les voeux pieux

et les jérémiades niaises qui, dans l'ambiance d'une véritable jungle de concurrence, mendient pour un commerce "loyal" et une "réciprocité" cordiale pour ne pas dire amicale.
On pourrait supposer que ces souhaits insensés sont sortis de leurs rêves pour une meilleure société. Ou bien enfantés par leurs fantasmes sur un capitalisme "humain". En tout cas, ces gens de bonne volonté ne se rendent pas compté de ce que, captifs des "charmes" du capitalisme (souvent aussi de ses jouissances terrestres), ils sont plus proches de la poésie courtoise et de romances chevaleresques que de la réalité. Malheureusement, ils sont aussi éloignés de ces accrochages farouches dont les victimes remplissent les cimetières des capitaux dépréciés, que de souffrances et de difficultés générales et quotidiennes des masses grossissantes expulsées de la production ou de l'économie tout court.
Ils nient ou négligent cette lutte menée pour une portion plus grande du marché déjà rétréci, ou pour l'existence tout simplement. Une lutte entre les capitalistes qui, il est vrai, reste pour une grande part médiatisée, transcendée et donc badigeonnée actuellement par l'"Union" Européenne. Celle-ci, en plus, s'efforce de camoufler ou de nier cette bataille jusqu'à son existence même, et tend à la dissimuler derrière le paravent fallacieux de l'unification. Cette négation prend place juste à côté de mensonge hallucinante qui dénie la réalité de la lutte de classes. Un rejet dont l'énormité scandaleuse va de pair avec son succès sans pareil parmi les gens convenables et bien-pensants. Une telle divagation aveugle et obstinée, une fois avalée et colportée, rien n'empêche ses dévots de commettre un péché, en somme véniel, qui ne consiste qu'escamoter la lutte des monopoles et ses conditions.
Mais derrière le beau masque de l'unification, l'empoignade continue de plus belle, mais de toute évidence avec les méthodes et les moyens appropriés. Le traité de Maastricht et sa monnaie unique ont été introduits comme moyens des pas importants vers l'unification européenne. Celle-ci continue à être célébrée par une joie délirante de toute la bourgeoisie à

peu près et ses légions de propagandistes, de même que de dupes enthousiastes ou tout bonnement fourvoyés. Les quelques voix discordantes ont été rudement rappelées à l'ordre – quoi de plus démocratiques! – ou brocardées par la meute journalistique grossièrement comme "euro sceptiques". Et cet insulte crétine qui dégrade les accusateurs eux-mêmes est attribuée – jusqu'à nos jours – à toutes les voix critiques qui enflent à vue d'oeil. Ce tour de passe-passe éhonté avec son cortège des ensorcelés ou aveuglés ne reste donc pas au niveau d'une simple cachotterie. Ses disciples incorrigibles développent, par-dessus le marché, leurs attaques, même aujourd'hui.

Alors que le processus de concentration capitaliste, alimentée et vivifiée par la lutte de concurrence animée, aussi artificiellement, en faveur du plus fort, loin d'aboutir à une sorte de super-puissance, a exacerbé ses contradictions intérieures. Les forces décomposantes et dissolvantes de la crise profonde les a éperonné et amplifié d'une manière accélérée. La justesse de la critique de Lénine sur un "super-impérialisme" fantasque de Kautsky se vérifie de jour en jour. C'est ainsi qu'au lieu d'une unification hiérarchique, l'inégalité accentuée et croissante divise les Etats-nations et les range dans une dépendance vis-à-vis le plus fort, l'Allemagne. En même temps, cette force éminemment centrifuge qu'est la concurrence dans toute sa dimension non seulement éloigne ces pays les uns des autres mais les divise et les oppose de plus en plus.

Voilà pourquoi l'unification européenne reste une quadrature du cercle impossible dans le système capitaliste. Ce qui explique que tous les actes et mesures faits et pris pour l'unification ne peuvent être qu'imposés, donc contraignants et violents qui exacerbent encore plus les contradictions. D'autant plus que les boursouflures cancéreuses démesurées apparues immanquablement sur le corps débile du capitalisme-impérialisme périmé et décadent ainsi que leur prolifération effrénée, telles que les spéculations financières, exploitent scandaleusement ces failles, tout en contribuant puissamment

au processus de destruction. L'euro considéré par ses créateurs et ses adeptes comme l'outil majeur de cette unification, agissait de plus en plus comme l'instrument substantiel de la dislocation. Son explosion inéluctable sous la pression des forces contradictoires sonnera le glas de la désagrégation de cette Europe "unifiée". A moins que, peut-être, ce déchirement ne précède la disparition de la scène de la monnaie unique, – car les voies exactes du processus de ce démembrement restent encore vagues. En tout cas, la spéculation y concourt de plus en plus.

C'est ainsi que la société financière "Eurex" (European Exchange), par exemple, émet depuis le mois précédent des papiercontrats, moyen de spéculation sur les obligations de l'Etat français. (Ces papiers existaient déjà bien avant comme moyens de spéculation, pour disparaître lors de l'introduction de l'euro, symbole de l'unité des monnaies.) La renaissance vigoureuse de ces contrats est un signal infaillible de l'écart croissant des taux d'intérêt (le célèbre "spread") entre l'Allemagne et la France. Un écart qui exprime et mesure la séparation de ces "entités" economiques tout en constituant un moyen envié de spéculations fructueuses. Car la ré-apparition internationale consolidée et étendue de cet "Eurex", après son premier essai depuis peu vis-à-vis de taux d'intérêt italien est une marque supplémentaire notable et certaine de l'anticipation d'une disjonction grandissante des économies "unifiées" (?) et de leur éloignement. Est-il nécessaire d'ajouter que l'"Eurex" est une filiale de la Bourse allemande ?

Parallèle à tout cet ensemble de processus économique spoliateur et désuni, le tableau de son expression politique est passablement chaotique. En l'absence d'un mouvement ouvrier européen fort et conscient avec ses organisations politiques et syndicales perspicaces et combattantes, rendues inanimées par ses pertes immenses et par les décennies de collaboration de classe de ses dirigeants, la réaction du prolétariat européen est dispersée, sporadique et très réduite aux actions de routine habituelles ou désunies et localisées.

Sa grande masse reste en dehors de ces organisations et, tout au plus, éparpillée dans les élans spontanés, s'épuise dans les réactions immédiates et élémentaires, souvent sans suite. Elle répond ainsi aux coups véhiculés par la crise et redoublés par les capitalistes aussi bien calculateurs que paniqués. Plus grave encore, ses fractions relativement importantes, déroutées par les directions perfides, en cherchant une issue en dehors de mouvement ouvrier, tombent victimes des prédateurs fascistes ou semi-fascistes.
Car ce qui traduit déjà l'amorce notable d'une division de l'Europe économique dans un langage politique, c'est le changement de pas plus ou moins clair d'une bonne partie de la bourgeoisie européenne. Parallèlement, des fissures perceptibles apparaissent dans ses rangs où la majeure partie de ses cohortes nationales se met ouvertement au service du capital européen dominateur. Tandis qu'un secteur non négligeable des possédants et ses serviteurs, redoutant la recrudescence de la combativité des travailleurs et sceptique quant à la force et la capacité de la bourgeoisie libérale, exaltée par un nationalisme rechauffé et agacé, s'oriente visiblement vers l'une des variantes d'un fascisme resuscité. Les formations politiques porteuses de l'idéologie fasciste et restées plus ou moins dans l'ombre il y a quelques années, se gonflent et se renforcent aujourd'hui pratiquement dans tous les pays européens. Ils occupent un terrain de plus en plus considérable, en profitant de la faiblesse ou même de l'absence du mouvement ouvrier vigoureux. Ils formulent et développent la séparation et l'opposition, mises en évidence plus haut, des groupements grandissants des capitalismes locaux. Ils la définissent, fixent et codifient par leur politique de séparation et de cloisonnement national. Ils la concentrent, en premier lieu, dans leurs attaques violentes et haineuses contre le segment le plus vulnérable du prolétariat, son secteur important en Europe, les travailleurs immigrés. Par cela même, le contenu réel et sans fard de leur politique est entièrement démasquée, comme celle de la plus violente de la bourgeoisie en danger. Le cheval de bataille de

l’opposition bourgeoise éveillée, son agent principal de la dislocation de l’Union Européenne est le fascisme et ses partis. Or, il serait un danger d’oublier que ce cheval est un cheval de Troie qui ne cache même pas qu’il porte dans ses flancs ses troupes d’assaut anti-ouvrières, anti-syndicaux.
Ces partis fascistes et leurs formations camouflées s’approprient le vocabulaire anti-capitaliste du mouvement ouvrier dans leur discorde conflictuelle avec la bourgeoisie “unitaire”. D’autant plus volontairement que cette parole est abandonnée et même reniée par les directions du mouvement ouvrier officiel. D’autre part, les fascistes s’en usent pour attirer et capter au moins une partie des ouvriers désorientés et des petits-bourgeoises révoltés. Tel un chasseur qui abrite son intention meurtrière derrière le mimique d’un simulacre. L’économiste Fassbeck a manqué à peine d’évoquer 1’arrivée de Hitler dans son ana1ogie établie entre l’Allemagne victime d’autrefois et la situation actuelle des pays dominés. Il serait une erreur tragique, une faute impardonnable d’oublier que dans les années vingt aussi bien Hitler qu’avant lui Mussolini ont employé le langage fortement teinté d’un vernis anticapitaliste mais qui révélait sa nature de piège mortel pour les travailleurs, – bien après les avoir dévoyé. Il ne faut jamais oublier que le parti de Hitler s’appelait frauduleusement “socialiste”, en additionnant le qualificatif “national”.

Sur le re-positionnement de la bourgeoisie

Malgré l’avance indéniable de l’alternative fasciste de la bourgeoisie, les rangs et les forces nettement majoritaires de celle-ci avec leurs organisations décisives écartent, pour le moment, ce remède de cheval radical de ses maux qui leur semble encore évitable, et d’ailleurs trop coûteux et incertain. Cette bourgeoisie majoritaire reste donc convaincue de pouvoir assurer la progression et le succès de sa politique y compris son offensive contre les travailleurs par ses méthodes et moyens dit classiques.

Pourtant, la résistance vigoureuse de ces derniers au fur et à mesure de son développement et de son extension à toute l'Europe, suscitait des interrogations au sein de cette bourgeoisie dans cette majorité non-fasciste quant à la pertinence et à 1'efficacité des voies suivies et des méthodes employés. Ne risque-t-on pas de provoquer, devait-elle se demander, un renforcement qualitative de la résistance des travailleurs en un mouvement plus puissant et plus politique ? Les réponses variées démontraient que le bloc solide des possédants s'est fissuré et ceux qui écartent pour l'heure le recours au fascisme, ont surgi à leur tour des propositions pour changer les méthodes. Notamment, il a été avancé de compléter la politique d'austérité unilatéralement destructive par celle de la croissance économique.

Il serait trop long de suivre pas à pas le cheminement laborieux de la prise de conscience d'une telle modification d'objectif et de méthode de cette classe bourgeoise usée et fatiguée en déclin dont la pratique devient de plus en plus un pragmatisme borné à ras de terre. Au lieu d'une description de sa quête pénible, il suffit d'en marquer de jalons importants qui ponctuaient les étapes successives de sa voie. Ce qui rendait encore plus difficile pour elle d'adopter cette modification, c'est la proximité sinon l'identité de la politique de croissance avec celle d'un keynesianisme, doctrine de conciliation entre les classes. Ce dernier lui rappelait les mauvais souvenirs de ces concessions qu'elle avait dû lâcher, contrainte et forcée, à la pression insistante d'un prolétariat en pleine possession de sa force (1945-75). Il n'empêche, la crise, ses pertes et ses douleurs ont déjà réveillé les esprits pour ranimer au moins partiellement cette politique économique. D'autant plus facilement que ses adeptes d'un nombre sensiblement restreint, tel un espèce en voie de disparition, ont pu survivre autour des partis rapetissés des groupes bourgeois d'un "libéralisme" suranné ainsi que dans les partis ouvriers traditionnels et alentour.

Effectivement, c'est François Hollande représentant du parti

socialiste français qui a lancé publiquement ce défi d'une politique de croissance lors de sa campagne électorale contre son adversaire Sarkozy qui personnifiait l'offensive d'austérité et ses plans meurtriers. Il n'est pas inutile de souligner que pendant des mois, Hollande restait isolé avec ce projet qui semblait incongru et déplacé à tous dans l'ambiance générale entièrement saturée de la mauvaise haleine de l'offensive de l'austérité. Au début, l'ensemble de la bourgeoisie, certaine de sa supériorité, se gargarisait de sarcasmes ironiques déversés sur l'idée saugrenue d'une politique de croissance si coûteuse disait-il, alors que chacun est convaincu de s'acquitter rapidement de la dette. Ses représentants n'hésitaient pas d'inviter Angela Merkel dans la campagne électorale et de projeter l'image télévisée où, hautains et volubiles avec Sarkozy, ils ont essayé de surpasser ce récalcitrant inconscient.
Celui-ci n'a pas cédé. Mais 1'écho favorable à son projet (je ne parle pas ici des travailleurs, ni d'un nombre croissant des économistes) venait de l'extérieur. En particulier d'un séminaire organisé à Berlin par l'institut du financier G. Soros, du 12 au 14 avril dernier. Le secrétaire général de l'OCDE lui-même, Angel Gurria y déclarait clairement: "…la plupart des gouvernements et des organisations internationales sont d'accord sur point: nous ne ramènerons pas la confiance et la croissance seulement en imposant l'austérité". Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, lui aussi, avertissait: "… quelle que soient leurs raisons, les pays excédentaires imposent des coûts aux autres et la persistance de ces surplus a des conséquences qui ne sont pas soutenables". (Le Monde, 21 avril 2012.) Et revenant de cette conférence, G. Soros pourtant spéculateur connu, de passage à Paris enfonçait encore le clou en soutenant fermement une politique de croissance seule susceptible pour lui de dégager les moyens pour rembourser la dette. Quelques jours plus tard, un autre prix Nobel d'économie, Paul Krugman disait dans New York Times du 15 avril que "…les leaders européens sont en train de provoquer le suicide économique de l'ensemble du Continent".

Si la bourgeoisie américaine et ses penseurs sont partis ainsi d'une force largement déployée pour une croissance européenne, c'est qu'ils sont fortement intéressés pour assurer un marché européen réceptif aux marchandises américaines concurrencées de partout. Il ne leur déplairait pas non plus de limiter l'appétit du capital allemand et d'affaiblir sa concurrence néfaste pour les monopoles des USA.
Mais l'idée d'un amendement de la politique unilatérale de l'austérité faisait son chemin aussi parmi les économistes et les politiciens européens d'orientation bourgeoise de plus en plus nombreux. Au mois d'avril, Patrick Artus économiste français écouté, suivi par beaucoup d'autres, a pris carrément une position sans ambages contre la politique d'austérité en démontrant son inefficacité et son danger. Il proposait une politique monétaire expansionniste et le changement de rôle de la Banque centrale européenne pour la soutenir et assurer. En plus, il prédisait clairement (ce qui était déjà dans 1'air) que "M. Hollande a complètement raison et il sera soutenu par Mariano Rajoy et Mario Monti." (chefs des gouvernements espagnol et italien).
Le vent commençait à tourner. Après quelques tentatives de résistance de la part des responsables européens, toute une série des économistes et des dirigeants ont pris position, non pas pour un véritable tournant, mais pour la plupart, en faveur d'une sorte d'amalgame confus où une croissance brouillonne et indéfinissable a pris une bonne place.
Puis, contrairement à la signification des élections en général, celles tenues en Grèce et en France avaient pris une importance particulière. Elles ont manifesté et officialisé le rejet massif et sans appel de l'offensive bourgeoise contre les acquis et ses plans d'austérité, et dans le même mouvement, elles ont donné lieu, toutes les deux, à l'émergence et au baptême de feu des premiers regroupements politiques autonomes du prolétariat européen résistant au capital. (Sans oublier, bien sûr, l'entrée en scène fracassante des partis fascistes.)
Finalement, même les dirigeants allemands A. Merkel et son

ministre d'économie W. Schäuble ont déclaré d'être d'accord avec une politique de croissance économique. Tous, avec Mario Draghi, le président de la BCE en parlaient maintenant comme une politique qui, d'évidence (!), doit s'appliquer avec les plans de rigueur budgétaire. Ils soulignaient en choeur que ces derniers avec leurs mesures d'austérité et de privatisations doivent rester prioritaires, même préalables à celles de la croissance. En somme, ils ont dû se rendre compte de la progression graduelle de leur isolement mais, dépositaires fermes de monopoles dominants, ils maintiennent résolument le cap défini.

Mais dernièrement, un évènement important a bousculé encore plus ces chefs de file de l'offensive d'austérité et leurs dogmes inébranlables. Le mouvement de grèves et de manifestations de plusieurs semaines de 3,6 millions d'ouvriers métallurgistes allemands les ont sans doute fait réfléchir.

Au bout de longues négociations, le 19 avril, le syndicat I.G Metall a obtenu une augmentation de 4,3 % des salaires, bien au-dessus de l'inflation estimée à 2,3% en 2012. Il est légitime de la considérer comme un pas en avant important et décisif, après 20 ans de baisses et de "modérations" salariales (la dernière hausse remontant … à 1992)! Elle arrive juste après l'augmentation de 6,3% de salaires des travailleurs de la fonction publique, là aussi après un mouvement large. Pourtant, la hausse de 4,3 % est un compromis qui se situe entre les 6,5 % demandés et les 3 % initialement proposés par le patronat.

On doit apprécier hautement et saluer avec satisfaction ces résultats qui ont ouvert une brèche considérable dans le mur bétonné du rempart d'austérité. Même si l'on ne peut pas les qualifier comme une victoire, du fait de renoncements significatifs des bureaucrates de I.G. Metall d'une partie importante de leurs propres revendications. Car le patronat a refusé l'intégration des ouvriers précaires qui travaillent avec des contrats limités, ainsi que toute augmentation de leurs salaires. Les chefs syndicaux se sont inclinés devant ce

refus, alors que ces ouvriers précaires sont déjà presque un million dans la profession! De même, les bureaucrates ont accepté le refus patronal de leur revendication d'embaucher automatiquement et pleinement les apprentis au terme de leurs deux ans de formation. Malgré l'avance de l'ensemble, cette reculade qui brisait l'unité des rangs ouvriers, empêche de crier une victoire complète. La conclusion finale de cette négociation devait donc consoler les dirigeants, même si elle ne les rassure pas tout à fait.

Car le résultat obtenu est suffisamment important pour ébranler le mur compact du pouvoir et de son gouvernement. Surtout si l'on y ajoute le résultat d'une élection partielle (une troisième après celles de la Grèce et de la France) en Rhénanie-Nord Westphalie, région la plus peuplée, l'un des centres ouvriers du pays Les chrétiens-démocrates de Merkel (CDU)y ont subi une défaite notable face à la victoire du parti socialdémocrate (SPD). Même si "Die Linke" a perdu de nombreuses voix, ce parti que l'on pourrait comparer au "Syrisa" en Grèce et au "Front de Gauche" en France. Le triplé n'a pas fonctionné, mais la pression a nettement augmenté sur les protagonistes de l'offensive anti-ouvrière.

Et voici que tous les dirigeants européens ont commencé a bavarder, mêmes les dirigeants allemands, sur le besoin vital de la croissance. Mais tous avec un coup de chapeau obligatoire devant

le sacro-saint traité budgétaire européen, manuel de dispositifs de l'offensive bourgeoise. Les partisans de la croissance, comme Hollande, en discutent comme d'un complément de ce traité, alors que Merkel et Cie. mettent bien avant, et très clairement les impératifs de ce traité, en tant que préalable de toute mesure de croissance. A ce stade, chacun semble bien se garder de préciser davantage ce qu'il, ou elle entend par une politique favorisant la croissance.

Contrainte de modifier sa tactique, la bourgeoisie maintient son offensive stratégique

On pourrait discuter longuement sur les voies nombreuses menant à une croissance économique dans le système capitaliste. Mais dans les conditions actuelles il n'y a que deux méthodes principales, toutes deux vérifiées dans l'histoire.

La première peut être qualifiée comme une politique inspirée par la doctrine de Keynes ou une version de celle-ci. Elle – pour la résumer sommairement – s'appuie sur l'Etat, sur son injection financière massive de crédits à la production et pour les investissements, ainsi que sur une large demande de marché soutenue par des salaires conséquents. La deuxième voie peut être décrite comme exactement son contraire qui, en s'appuyant sur l'automatisme supposé du marché, écarte l'Etat de ce premier rôle et prétend propulser la croissance par l'offre des marchandises à meilleur marché.

La différence de taille est très visible. Dans le premier cas l'augmentation des salaires est une condition économique indispensable de la croissance, comme une demande accrue et soutenue, assurée par le rôle de l'Etat situé en dehors des caprices du marché. Tandis que dans le second, c'est le bas niveau des salaires qui, par ce moindre coût de production pourrait offrir un prix plus bas, donc plus compétitif. Quant au financement de l'économie (investissements, crédits), il est entièrement dépendant des fluctuations du marché.

Très souvent, on distingue ces deux voies de croissance, grossièrement et vulgairement, comme une politique de demande pour la première, et une politique d'offre pour la seconde.

La bourgeoisie n'a utilisé la voie keynesienne (la première ci-dessus) que contre son gré, dans sa situation affaiblie en face d'un mouvement ouvrier vigoureux. Mais il est vrai aussi qu'au bout d'un moment, cette politique engendre inévitablement une inflation colossale. C'est justement l'un des arguments de la bourgeoisie, sinon le plus important, contre la politique keynesienne. En formulant son veto sans cesse que le niveau général relativement élevé des salaires, leur essor continu suscite la grande inflation, d'où son caractère impraticable.

Mais c’est une affirmation mensongère et cynique qui est fréquemment employée et reprise comme une légende ou un axiome qui n’a pas besoin d’être prouvé ou examiné de plus près. Alors que cette affabulation, selon laquelle l’élévation des salaires provoque l’inflation dissimule outrageusement une réalité autrement plus importante tout en calomniant et accablant les ouvriers. Car le fait qui se cache derrière cette impudence réside tout simplement dans le rapport contradictoire et inégal entre ouvriers et capitalistes.
Lorsque le niveau général des salaires augmente au-dessus d’un certain point acceptable pour le mécanisme de ce système économique la part des profits échue aux capitalistes en tant que leur revenu individuel, devrait baisser au moins autant pour équilibrer cet “excès”. Mais les capitalistes n’acceptent jamais de baisser la part de profit qui leur incombe comme revenu, alors que les salaires augmentent. Bien au contraire. La tendance générale est d’augmenter ce revenu excessivement, sans parler du gaspillage d’une autre partie du profit par le financement des phénomènes et d’activités parasitaires immenses qui pèsent lourdement sur la monnaie. Alors c’est la tension née de cette contradiction particulière entre les grosses dépenses inutiles et l’apport de la production par rapport à ces dépenses qui s’exprime dans l’inflation. Celle-ci est une preuve supplémentaire et irréfutable de ce que le niveau élevé, donc décent des salaires est, surtout dans la durée, résolument incompatible avec le capitalisme. Elle range aussi les slogans sur une “redistribution équitable” des bénéfices dans la série déjà bien longue des fantasmagories. (Cela n’exclut pas l’adoption dans certaines circonstances l’emploi de tels slogans mais qui n’ont qu’une valeur éducative afin de prouver dans la pratique le caractère intenable et funeste du capitalisme.)
Après ce petit détour bien nécessaire, il faut revenir à cette controverse qui oppose les regroupements différents de la bourgeoisie européenne et ses représentants: défenseurs fermes des monopoles allemands, d’un côté, et porte-paroles des bourgeoisies dominées, de l’autre. Une lutte est engagée pour

l’une ou l’autre version d’une croissance économique qui décidera laquelle des deux sera adoptée.
La menace de la métamorphose et même de l’identification de l’offensive anti-ouvrière contre les droits et les acquis sociaux en une lutte pour la création des meilleures conditions d’une croissance économique pèse lourdement, elle est réelle. Ce serait le chemin de la baisse des salaires et d’augmentation des cadences ainsi que de la détérioration des conditions de travail, de l’extension de la précarité, de l’amputation des droits. Tout pour favoriser ce qui pourrait diminuer les coûts de production, redresser et accroître ainsi l’illustre compétitivité glorifié maintenant avec un parfum nationaliste pesant. L’offensive antiouvrière actuelle deviendrait, par cette retouche magique, en contrebande, en une méthode et un moyen de la croissance économique. Bientôt, elle sera présenté, sans doute, comme une contribution noble à la croissance, à la place d’une attaque directe pour éponger la dette. Non, cette dernière ne disparaîtra pas! Mais l’offensive générale anti-ouvrière risque de réapparaître, à peine déguisé, sous la forme de ce changement tactique d’une attaque frontale contre les acquis, en une tactique plus alléchante de lutte pour la croissance économique.
Il n’est pas exclu qu’à l’issue de cette controverse qui s’amorce, une mixture quelconque soit trouvée entre les deux variantes de la croissance, comme le fruit pourri d’un compromis qui conservera, à coup sûr, les éléments décisifs de l’offensive antiouvrière.
Dès maintenant, les travailleurs ont tout intérêt de concentrer leurs efforts sur la défense de tous leurs acquis et droits. En particulier ceux qui sont directement menacés et visés comme freins et obstacles d’une croissance économique capitaliste classique . Ils sont condensés, pour une bonne partie, dans et par les dispositifs du Code de travail dans les différents pays (déjà passablement malmené partout) ainsi qu’autour et par les réglementations positifs du statut des travailleurs contre la précarité de plus en plus étendue. Il va de soi qu’une vigilance attentive est requise pour

surveiller l’évolution des salaires afin de stimuler une lutte constante pour leur augmentation. D’autant plus que les capitalistes, même accordant, parfois, une hausse des salaires pour “aider la croissance”, ont déjà annoncé d’avance leur consentement à l’inflation d’une certaine hauteur. On peut être sûr, d’avance aussi, que cette hauteur se situera au point précis où l’inflation annulera tout bénéfice d’une hausse salariale.

C’est une certitude que l’apparition quasi-simultanée en Grèce et en France des organisations politiques radicales, nettement plus à gauche des partis socialistes, n’est pas un phénomène accidentel. Elles expriment un premier regroupement politique indépendante et de taille significative du prolétariat européen, clairement fondé sur ses intérêts de classe opposés à la bourgeoisie et ses serviteurs.

Après tant de décennies de reculs et de défaites, la naissance de ces organisations est un signe encourageant qui pourrait être suivie ailleurs dans d’autres pays, comme le parti allemand “Die Linke” en a été un précurseur. Il n’est pas donc surprenant que, suite aux expériences souvent amères, aux erreurs et déceptions tant de fois tragiques et regrettables, ces formations nouvelles voyaient le jour comme des coalitions des forces et organisations associées. C’est de là que vient, ainsi que de leur caractère de premier-né, que ces regroupements coalisés ne pouvaient pas venir au monde comme Pallas Athéna de la mythologie, armée en toutes pièces de la tête de Zeus. Elle ne pouvaient pas avoir la constance ni le temps d’élaborer et de tester une armature complète de lutte historique du prolétariat. Sans doute, elles n’auront qu’une vocation transitoire, bien que considérable, dans cet éveil politique capital et maintenant irrésistible de la classe ouvrière vers la reconquête entière de son armature théorique, politique et organisationnelle.

Certainement de cette position de mi-chemin que provient une faiblesse notable de toutes ces organisations mais qui, dans le haut fourneau des expériences de lutte, pourra évoluer rapidement. Dans les deux sens: bien ou mal.

La première inconséquence est que ces organisations, tout en exprimant une politique autonome correcte face et contre l'offensive générale de la bourgeoisie, notamment contre l'austérité, restent cependant dépendantes de la trajectoire de cette même bourgeoisie. Aussi bien la grecque "Syrisa" que la française "Front de Gauche" se déterminent par rapport à la politique de celle-ci et à ses variations, et n'ont pas une politique ouvrière indépendante. C'est pour cette raison qu'elles cherchent leur place sur l'échiquier proposé par la bourgeoisie et, éventuellement, se placer là-dessus, à côté de son aile "progressiste" apparue dernièrement à travers la politique de croissance dite néo-keynesienne.
La deuxième faiblesse est aussi liée à cette demi-rupture avec la bourgeoisie. C'est leur cantonnement national, comme celui de cette classe, qui les empêche de s'ouvrir sur la scène (au moins) européenne, et de réaliser l'unité, par exemple, de leurs mots d'ordre et d'actions à l'échelle internationale. Ce horizon national restreint les interdit d'organiser leurs mouvements aussi à l'échelle de l'Europe, particulièrement en Italie et en Espagne. A la place d'une telle ouverture européenne, elles se limitent aux contacts et rencontres occasionnels, comme n'importe quel parti bourgeois et socialdémocrate.
Mais en dépit de ces faiblesses et lacunes, il est l'évidence même que tous les travailleurs et chacune de leurs organisations doivent les aider et les soutenir. En France, les trois organisations trotskystes (dont deux s'en réclament de moins en moins) ont commis une grande erreur de refuser l'alliance électorale avec le Front de Gauche. Il est grand temps de réparer cette erreur, car toutes les formations qui se réfèrent à la classe ouvrière ne doivent ménager leurs efforts pour appuyer ces expériences prometteuses: le "Front de Gauche" en France et le "Syrisa" en Grèce.
En premier lieu, en les aidant à tourner avec détermination vers les syndicats et organisant avec eux un front européen large et combattant avec les actions massives.
Une place de choix revient à la lutte pour la nationalisation

des banques importantes sous le contrôle des travailleurs, comme le seul moyen efficace d’une lutte réelle contre la crise et ses effets. la revendication, dans ce cadre, pour un refus de rembourser la dette d’une bourgeoisie prodigue et insouciante aura aussi une valeur de test pour mesurer le sérieux d’une rupture avec cette classe.
Finalement, il est temps d’ouvrir un horizon large et une lutte conséquente contre l’Europe de misère et de rupture, pour la préparation et la réalisation de l’Europe des Travailleurs.
Il va de soi que le soutien et l’aide des travailleurs et de l’ensemble de leurs organisations envers ces nouvelles formations dont on reconnaît l’importance et la valeur, devraient s’étendre aussi à l’encouragement de tous ceux qui, dans les autres partis ouvriers luttent et oeuvrent sérieusement contre la conception et la pratique anti-ouvrières d’une croissance économique quelconque. Ce n’est pas le soutien d’une action politique juste, éventuellement socialdémocrate, qui est critiquable et condamnable mais son acceptation, l’adhésion et l’identification avec elle.[/threecolumns]

Mai 2012.
Balazs Nagy, membre de Workers International